

Henri Guaino,  
conseiller spécial du président de la République.

## “L'Europe a fait la preuve de son utilité. Cela ouvre la voie à la réconciliation entre la France du Oui et celle du Non”

Crise, Etat, pensée unique, Europe... une heure dans le cogito profond et nuancé de la plume de Nicolas Sarkozy.



“Il faut beaucoup de force de caractère pour sortir du lot. Sortir du rang, se mettre en marge de son milieu vous fait prendre des risques et induit des coûts parfois énormes. Cela, et c'est là un paradoxe, peut être aussi le moyen de se faire une place hors du commun par rapport à tous ceux qui restent dans le fonctionnement ordinaire et les habitudes.”

Par Philippe Plassart

Le “Guaino” est un drôle d'animal politique. Structuré autour de quelques convictions fortes, spécimen rare d'un parcours comme la République n'en forge plus beaucoup, le conseiller spécial du président de la République n'est pas fait de cette seule pièce, brute de décoffrage, que décrivent ceux qui ne le supportent pas. Car derrière la caricature dans laquelle il donne parfois l'impression - par provocation ? - de se complaire, l'homme habitué aux lignes de crête se montre un fin idéologue. Souverainiste ? “Je ne place pas la souveraineté au-dessus de tout : si mon pays se convertissait à

*Autant de nuances derrière lesquelles se cache (à peine) sa vraie nature, rebelle aux convenances et à la bien-pensance*

Que les événements abondent aujourd'hui dans mon sens génère chez moi plus de frustration que d'autosatisfaction. Pourquoi les voix discordantes ne parviennent-elles pas à se faire entendre ? Cela tient à cette forme de pensée unique qui se caractérise, plus encore que par son contenu identique, par le processus intellectuel qui la sous-tend. Celui-ci impose un schéma dominant de pensée, une mode excluant toute

*“Le simple fait de ne pas être dans le moule, de sortir du sens commun constitue en soi une provocation insupportable”*

forme non seulement de contestation, de critique mais même simplement de débat et de discussion. Il se forme une sorte d'interdit à penser autre chose que ce qui est dans l'air du temps. La crise que nous traversons démontre la dangerosité de cette pensée dominante qui rejette toute objection. J'en ai fait l'expérience : que la critique soit posée de façon rationnelle, sereine

et posée ou que vous la formuliez de façon provocante pour tenter de vous faire entendre n'y change rien. Le simple fait de ne pas être dans le moule, de sortir du sens commun constitue en soi une provocation insupportable, qui appelle le rejet. Il y a parmi les tenants de la pensée unique toutes sortes de gens : des gens sincères, des gens qui mentent effrontément, tandis que certains défendent sciemment leurs intérêts. Face à de tels phénomènes, je n'avancerai pas d'explication générale d'inspiration marxiste ou insistant sur les ressorts psychologiques individuels. Quelle qu'en soit la cause, l'existence de cette pensée unique est extrêmement pesante. Il faut admettre le débat. Ne pas reconnaître l'existence d'un problème, c'est le plus sûr moyen de s'interdire toute action, toute possibilité d'agir sur ses causes et d'en atténuer les conséquences.

### Le système

La crise ? Il s'en est produit régulièrement depuis une trentaine d'années. Dans ces cycles, certains perdent beaucoup, mais d'autres gagnent aussi beaucoup. Les bénéficiaires du système

*l'extrémisme, je le combattrai.” Euroseptique ? “Mon souhait est une Europe prenant son destin en mains, et non pas mise en pilotage automatique.” Le retour de l'Etat ? “Le point d'équilibre doit être trouvé.” Autant de nuances derrière lesquelles se cache (à peine) la vraie nature d'Henri Guaino, celle du rebelle aux convenances et à la bien-pensance. Un pourfendeur de la pensée*

*unique qui en connaît le prix pour en avoir payé l'audace. Il a aujourd'hui la main, alors qu'une partie de ses thèses triomphent.*

*“Le risque de se situer en marge peut être un pari gagnant”*

peut être aussi le moyen de se faire une place hors du commun par rapport à tous ceux qui restent dans le fonctionnement ordinaire et les habitudes. Et parfois, cette force de caractère peut permettre de se hisser jusqu'au niveau de l'histoire. Voyez Warren Buffet. Il a décidé de quitter et de rompre avec Wall Street, son excitation frénétique pour s'installer dans l'Amérique

profonde, un choix de rupture établi sur des critères opposés au credo financier dominant. Cette attitude l'a sans doute privé de bénéfices pendant un certain temps Mais sur la durée c'est lui qui ressort au final en positif. Belle démonstration que le risque pris à se situer en marge d'un système peut être un pari gagnant.

### Le marché

Le retour de l'Etat est inéluctable. La crise est si profonde que les mécanismes de marché ne peuvent à eux seuls la résoudre. Il s'agit de rétablir la confiance sans laquelle tout se bloque. L'Etat dispose des attributions exclusives de la souveraineté. Il est le prêteur en dernier ressort, le dernier recours. La crise ébranle les tenants du tout marché. Ces derniers avançaient cette réponse à toutes les questions. Les rémunérations ? Le marché ! Les licenciements ? Le marché ! La pollution ? Le marché. Or n'avoir le marché pour seule réponse à tous les problèmes est intenable. Affirmer que le capitalisme est immoral voire amoral est un total non-sens. Il y a toujours, sous-jacent, un système de représentation du monde, un rapport collectif au passé,

*“Le capitalisme n'est pas la rente : c'est le pari sur l'avenir des projets”*

à l'avenir. Le marché c'est personne. Son invocation est une façon commode de se dédouaner et de se défausser, de nier l'existence de responsables. Le capitalisme se fonde sur la durée. Pour comprendre son essence, sa matérialité fondée sur l'échange, il suffit de se souvenir de Bruges ou d'Amsterdam. Le capitalisme ne met pas l'argent au-dessus de tout. Ce dernier n'est qu'un moyen, il n'est pas une fin en soi. Il fonctionne certes aussi comme signe de reconnaissance. Mais fondamentalement, si l'argent crée de la richesse, c'est parce qu'il est mû par une volonté supérieure, au-delà de l'appât du gain. A cette aune, la finance contemporaine est le contraire du capitalisme. Elle a placé l'argent en son centre et elle a failli en entrant en contradiction avec les valeurs et les principes mêmes du capitalisme. Des situations rentières se sont constituées sous le couvert de la concurrence et contrairement à ce que l'on a cherché à nous faire croire. Or le capitalisme n'est pas la rente : c'est le pari sur l'avenir des projets.

### Le retour de l'Etat

La suite ? Apportant sa garantie, la puissance publique va voir inéluctablement son niveau d'intervention dans l'économie se relever ne serait-ce que pour répondre à une demande sociale croissante. Juste retour de balancier après les excès de la période précédente dans laquelle tout à chacun s'est retrouvé prisonnier d'un pseudo déterminisme du marché. On reprend conscience du possible. Et la coordination entre Etats s'imposera. Sinon on ira vers la confrontation. La réaction de l'Europe a été à mon sens exemplaire à cet égard. Les Etats sont tout à fait légitimes à défendre leurs intérêts. Pourquoi l'Europe serait-elle la seule à ne pas avoir cette préoccupation ? Que peut-

*“On reprend conscience du possible. La coordination entre Etats s'imposera. Sinon on ira vers la confrontation”*

on opposer au marché ? Historiquement, le mouvement est orienté vers l'émancipation de l'homme. Or à contre-sens dans la période récente, les individus ont été remis dans le “tout-marché”, laissant chacun seul face à lui. La solidarité a été dévalorisée, avec elle la politique. Or la politique a été inventée pour organiser le vivre-ensemble et affirmer cette intention. Sinon les individus sans conscience collective sont livrés à eux-mêmes. Le collectif est source d'émancipation en prenant garde de ne pas verser par excès dans le totalitarisme ou par défaut dans le déterminisme du marché. Le point d'équilibre doit être trouvé. C'est dans une société libre et organisée que les citoyens peuvent être eux-mêmes libres.

### L'Europe, la France

L'économie-monde n'est pas née aujourd'hui. Relisez Braudel. Cette problématique est aussi ancienne que la politique et l'économie. Le besoin de concevoir et de nouer des rapports avec les autres est dans la nature des choses. Mais en même temps,

*“Mon souhait est une Europe politique prenant son destin en mains et non pas mise en pilotage automatique”*

plus les échanges se développent, plus grandit le risque d'uniformisation. Et plus les choses se ressemblent et s'alignent et moins l'échange devient nécessaire. L'uniformisation est la mort de l'échange. Mon sujet, ce n'est pas seulement la souveraineté



“La politique a été inventée pour organiser le vivre-ensemble et affirmer cette intention. C'est dans une société libre et organisée que les citoyens peuvent être eux-mêmes libres.”

de la France en soi mais c'est la substance de cette souveraineté. Je ne place pas la souveraineté au-dessus de tout : si mon pays se convertissait à l'extrémisme, je combattrai mon pays. Comme de Gaulle, je me fais une certaine idée de la France qui forge mes convictions.

La façon dont l'Europe s'est construite notamment depuis le début des années 90 conduit à tuer l'idée européenne. En en faisant la variable d'ajustement, on en a fait la victime expiatoire du monde entier. Une telle Europe, sans politique et sans volonté, pilotée par des règles automatiques est une totale aberration dans le monde actuel. Si aberrante qu'elle ne pourra survivre sous cette forme. Disant cela, je ne fais pas preuve d'eurosepticisme, bien au contraire, je m'insurge contre cette Europe qui subit. Mon souhait est une Europe politique prenant son destin en mains et non pas mise en pilotage automatique. Les Européens sont plus forts unis qu'isolément, c'est une évidence. L'Europe vient de faire la preuve de son utilité. Cela ouvre la voie à la réconciliation entre la France du “oui” à l'Europe et celle du “non”. En toile de fond la question fondamentale qui est posée est celle de la place du politique, de sa responsabilité dans le monde tel qu'il est. Face à toutes les formes de déterminismes, qu'ils soient économique, technocratique, bureaucratique, qui viennent brider sa volonté.

### Les discours

La rhétorique – le discours construit et élaboré – est essentielle. Elle permet de poser les bases d'un débat raisonnable. De fixer les idées face à la fugacité des images. Les images passent, les écrits restent. Les discours vous obligent à structurer votre propre pensée, c'est un préalable pour ouvrir le dialogue avec autrui. Dans ce monde d'hyper-communication, les discours produisent un effet spécifique. Ils appellent le commentaire, l'analyse, la critique bien au-delà de la “petite phrase” et des vingt secondes reprises dans le journal du soir de 20 heures. Les grands discours deviennent des références. Il y a eu ceux de la campagne pour l'élection présidentielle, il y a ceux de l'exercice du pouvoir. L'intention reste la même. Ils engagent.

*“Les grands discours deviennent des références. (...) Ils engagent. Sans cette portée solennelle exigeante, il n'y a plus de démocratie possible”*

Sans cette portée solennelle exigeante, il n'y a plus de démocratie possible. Et c'est la porte ouverte au discrédit. Certes la parole s'adapte en fonction des circonstances mais l'engagement et l'implication doivent rester constants. Là réside la force et la noblesse du politique. Certes, du fait des règles du jeu de la pression médiatique, la déperdition du contenu des discours semble considérable. Mais l'effet d'un discours ne se juge pas à court terme. Un discours pose un jalon dans un monde de l'éphémère. Et s'il n'est pas repris le soir même, ce n'est pas grave : il sera lu le lendemain ou le surlendemain ou plus tard encore.

### L'Elysée

Je conseille le Président mais il est le seul à décider, c'est sa légitimité. Mon rôle est aussi d'expliquer ce que le Président fait ou a l'intention de faire. Le conseiller met en perspective, en faisant partager ses convictions. Il utilise pour cela toutes sortes de canaux. Un travail qui va du haut vers le bas et inverse-

*“A l'Elysée, on est plutôt moins enfermé que partout ailleurs. C'est le contraire d'un monde clos”*

ment. La fonction isole-t-elle ? Très franchement, je ne le pense pas. Le danger serait même inverse en raison du trop-plein, tant la pression venant de l'extérieur est ici énorme et constante. A l'Elysée, on est plutôt moins enfermé que partout ailleurs. C'est le contraire d'un monde clos. Tout converge. Il faut poser des barrières pour canaliser les sollicitations. En tant que pouvoir ultime, on est tout à la fois loin du monde et en même temps en contact avec tout le monde.

### Bio express L'accent du Sud



Né à Arles, Henri Guaino à 51 ans est depuis mai 2007 conseiller spécial de Nicolas Sarkozy. Diplômé de l'IEP de Paris, il a commencé sa carrière comme économiste au Crédit Lyonnais. Après un passage au ministère de l'Economie (direction du Trésor, adjoint au secrétaire général du Club de Paris), il devient responsable de la recherche au groupe Louis Dreyfus, puis chargé de mission à la direction du groupe Mutuelle d'assurance des artisans de France.

Nommé chargé de mission auprès de Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, puis conseiller auprès de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, il est promu commissaire général au plan, poste qu'il occupe plus de deux ans (septembre 1995 à janvier 1998) dont il est évincé par Lionel Jospin suite à la publication d'une étude déplaisante pour le pouvoir sur le chômage. Par la suite, Charles Pasqua lui confie une mission au conseil général des Hauts-de-Seine. Il devient conseiller scientifique à l'Agence pour la diffusion de l'information technologique.

Il se présente à la municipale du V<sup>e</sup> arrondissement en 2001 – sous l'étiquette RPR – face à Jean Tibéri dissident et recueille 9,6 % des voix. Il est nommé conseiller-maire à la Cour des comptes en 2006. Il rejoint le staff de campagne de Nicolas Sarkozy et lui écrit ses discours. Il serait à l'origine de certains thèmes dont celui de “la liquidation de mai 68”. Installé dans l'ancien bureau de Valéry Giscard d'Estaing, il a en charge le dossier de l'Union pour la Méditerranée et assume malgré les nombreuses critiques le désormais célèbre discours de Dakar adressé aux Africains.

P.P.